Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial à la Coalition internationale pour l'accès à la terre aux fins du Programme de sécurisation des droits fonciers en vue de la transformation inclusive et durable, de la prospérité et de la résilience du monde rural

Numéro du programme: 2000004512

Cote du document: EB 2023/LOT/G.2

Date: 10 août 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 12.

Questions techniques:

Rikke Grand Olivera
Spécialiste technique supérieure (monde), régimes fonciers et gestion des ressources naturelles
Division production durable, marchés et institutions
courriel: r.olivera@ifad.org

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial à la Coalition internationale pour l'accès à la terre aux fins du Programme de sécurisation des droits fonciers en vue de la transformation inclusive et durable, de la prospérité et de la résilience du monde rural

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA sur les dons ordinaires

1. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA sur les dons ordinaires[1]. Cette proposition de contribution au panier de fonds destiné à soutenir à la fois la Stratégie 2030 de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et la feuille de route actualisée du FIDA et de l'ILC pour 2022-2025 est conforme à la politique de dons:

   i) Elle favorise des cadres d'action inclusifs en encourageant un dialogue multipartite auquel sont conviés des acteurs divers, surtout non étatiques, représentant le peuple rural.

   ii) Elle tire parti des savoir-faire et des ressources de partenaires stratégiques et opérationnels pour compléter l'action du FIDA.

   iii) Elle renforce la disponibilité et l'utilisation de connaissances et d'innovations pour améliorer l'impact et la durabilité des initiatives du FIDA, ainsi que les activités de plaidoyer fondées sur des données factuelles qui mettent en avant le rôle central joué par la gouvernance foncière dans les solutions apportées aux défis mondiaux.

2. **L'axe principal est le domaine d'engagement prioritaire n° 3: nouer des partenariats stratégiques pour renforcer l'impact (engagement n° 1.4 de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA).** L'ILC facilitera la participation des coalitions nationales pour l'accès à la terre à l'élaboration de programmes du FIDA dans neuf pays, augmentera l'importance accordée aux questions foncières au-delà de ces pays et coordonnera les activités de plaidoyer dans les processus mondiaux clés. Le Conseil de l'ILC et le « groupe de coordination » animé par cette dernière (aux côtés de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]) représentent des espaces de collaboration avec les partenaires mondiaux.

3. Le bénéficiaire a été choisi par voie de sélection directe et approuvé le 28 février 2023 par le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques.

II. Le programme proposé

4. L'objectif général du programme est de sécuriser les droits fonciers pour favoriser la transformation inclusive et durable, la prospérité et la résilience du monde rural. Les objectifs sont les suivants:

   i) faire en sorte que les coalitions nationales pour l'accès à la terre aient un impact plus efficace sur la sécurisation des régimes fonciers, notamment par une harmonisation avec la propre programmation du FIDA;

[1] Voir le document EB 2021/132/R.3.

ii) produire des données foncières, recueillies auprès des populations, pour faire progresser la transparence, l'obligation de rendre compte des résultats et les politiques fondées sur des données factuelles;

iii) susciter et intensifier l'engagement politique en faveur de la gouvernance foncière centrée sur les populations par des activités de plaidoyer aux niveaux régional et mondial.

5. Le groupe cible sera composé de ruraux vivant de la terre, dont les droits fonciers ne sont pas garantis ou qui n'ont pas suffisamment de contrôle sur les terres dont ils ont besoin. Ces populations, surtout celles qui n'ont pas de sécurité foncière (les femmes, les jeunes, les familles et les agriculteurs pauvres, les communautés autochtones et locales, les éleveurs, les habitants des forêts, les chasseurs-cueilleurs, les pêcheurs et les personnes d'ascendance africaine), dépendent des terres pour leur subsistance et constituent le groupe cible de l'ILC, soit plus de 70 millions de personnes. Plus de 40% des membres entrent dans ces catégories.

6. L'exécution du programme s'étendra sur une période de deux ans et s'articulera autour des activités suivantes, organisées par objectif ou composante:

1.1 Élaborer, aux côtés des coalitions nationales pour l'accès à la terre, des programmes par pays conjoints et porteurs de transformation, en phase avec le cycle du programme du FIDA

1.2 Faciliter la collaboration foncière pour en tirer des enseignements au-delà des frontières

2.1 Améliorer les compétences de collecte, d'analyse et d'utilisation des données foncières

2.2 Effectuer un suivi des objectifs de développement durable et élaborer un rapport sur la gouvernance foncière mondiale

2.3 Mettre l'accent sur les défenseurs des droits fonciers et de l'environnement et la justice de genre

3.1 Appuyer les activités de plaidoyer des membres pour influer sur les processus et programmes régionaux et mondiaux susceptibles d'orienter la gouvernance foncière au niveau national

3.2 Sensibiliser aux droits fonciers et accroître leur visibilité dans les programmes d'action

III. Effets directs et produits escomptés

7. Les effets directs escomptés de ce programme sont les suivants: i) les coalitions nationales pour l'accès à la terre sont inclusives et contribuent à promouvoir la gouvernance foncière centrée sur les populations; ii) des données sont produites afin de faire progresser la transparence, l'obligation de rendre compte des résultats et les politiques fondées sur des données factuelles; iii) les processus mondiaux et régionaux reconnaissent l'importance des droits fonciers, et les membres de l'ILC accordent un espace et une voix aux exploitants, aux éleveurs, aux peuples autochtones, aux femmes et aux jeunes dans les manifestations. Les indicateurs en italique, qui définissent plus précisément les modalités de la collaboration, doivent être confirmés par le FIDA.

i) **Les coalitions nationales pour l'accès à la terre sont inclusives et contribuent à promouvoir la gouvernance foncière centrée sur les populations**[2]

[2] Dans 30 pays, particulièrement au Bangladesh, au Cameroun, en Colombie, au Kirghizistan, à Madagascar, en Ouganda, aux Philippines, en Sierra Leone et au Togo.

- *Nombre de pays dans lesquels des organismes gouvernementaux ou multilatéraux (Banque mondiale, FAO) et le FIDA (dans le cadre du programme d'options stratégiques pour le pays et d'investissements) collaborent avec les coalitions nationales pour l'accès à la terre et tiennent compte des suggestions, des contributions et de l'expertise des membres.*
    - ***Cible:*** *Cinq pays (cinq parmi les pays prioritaires qui bénéficieront d'un programme d'options stratégiques pour le pays durant la période d'exécution du don – Bangladesh, Cameroun, Colombie, Kirghizistan, Madagascar, Ouganda, Philippines, Sierra Leone et Togo)*
- Pourcentage de coalitions nationales pour l'accès à la terre auxquelles participent des organisations des populations (petits exploitants, femmes, jeunes, peuples autochtones).
    - **Cible:** 50%
- Nombre de changements de politiques et de pratiques (comportements, programmes, allocations budgétaires) qui participent à la sécurisation des droits fonciers.
    - **Cible:** 25 changements de politiques et 35 modifications de pratiques dans 15 pays, accent particulier sur les droits fonciers des femmes

ii) **Des données sont produites afin de faire progresser la transparence, l'obligation de rendre compte des résultats et les politiques fondées sur des données factuelles**

- *Nombre de pays dans lesquels les données recueillies auprès des populations sont utilisées dans le cadre d'examens des objectifs de développement durable menés à titre volontaire au niveau national, d'autres comptes rendus et de rapports du FIDA.*
    - ***Cible:*** *Au moins 10 pays*
- Nombre et type d'acteurs clés (dont les organisations des populations) qui contribuent à la production et à l'utilisation de données recueillies auprès des populations.
    - **Cible:** Au moins 30 coalitions nationales pour l'accès à la terre possèdent des applications et des systèmes complets de collecte de données

iii) **Les processus mondiaux et régionaux reconnaissent l'importance des droits fonciers, et les membres de l'ILC accordent un espace et une voix aux exploitants, aux éleveurs, aux peuples autochtones, aux femmes et aux jeunes dans les manifestations**

- *Nombre de processus internationaux, régionaux et nationaux influencés par des membres de l'ILC appartenant à des organisations de paysans, de femmes, de jeunes, d'éleveurs et de peuples autochtones qui coordonnent les activités de plaidoyer avec le Fonds.*
    - ***Cible:*** *12 processus régionaux et mondiaux et 20 processus nationaux*
- Nombre de membres de l'ILC et porte-parole des femmes, des jeunes et des organisations des populations.
    - **Cible pour 2024:** 10 femmes ayant des responsabilités au niveau local et un rôle de porte-parole; et au moins 50% de stratégies de plaidoyer incluant les organisations des populations

- Nombre de membres de l'ILC et de coalitions nationales pour l'accès à la terre qui pratiquent la justice de genre et en font la promotion.
  - **Cible:** 40%

IV. Modalités d'exécution

8. Le coût du plan de travail triennal de l'ILC pour 2022-2024 s'élève à 43 millions d'USD de ressources de base[3] et complémentaires[4]. Ce don représente la contribution du FIDA au financement de base pour la période 2023-2024 seulement. En 2022, le Fonds a contribué à hauteur de 0,75 million d'USD[5]. Ce don apporterait 7% supplémentaires (1,5 million d'USD); les 19,5 millions d'USD restants proviendraient de contrats signés ou prêts à être signés[6], 1,5 million d'USD demeurant en négociation. Les initiatives menées par les membres mobiliseront 4 millions d'USD supplémentaires au regard de la cible de financement de base. Depuis 2016, les membres ont aussi apporté des contributions au fonds de réserve de l'ILC.

9. Le Conseil de l'ILC a approuvé l'ajout de la contribution du FIDA au panier de fonds qui rassemble les financements des donateurs (à savoir la Direction suisse du développement et de la coopération, le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et d'autres organisations). Ce processus facilite la transmission d'informations, renforce la supervision du Conseil et simplifie les processus de gestion financière du FIDA pour l'ILC.

10. Pour cette contribution, l'ILC rendra compte, d'une part, de l'ensemble du plan de travail et du cadre de résultats et, d'autre part, des effets directs obtenus dans le contexte de la feuille de route du FIDA et de l'ILC. L'ILC et la Division production durable, marchés et institutions prépareront aussi des rapports de situation annuels sur la feuille de route pour le comité de gestion du programme. Ces rapports de situation seront aussi repris dans le rapport de supervision annuel de ce don.

V. Coût et financement indicatifs du programme

11. Le montant total du don pour la période 2023-2024 est de 17 359 325 USD; sur ce montant, 1 500 000 USD sont fournis en espèces par le FIDA. Les 15 859 325 USD restants comprennent 1 640 000 USD de contributions en nature et 14 219 325 USD de contributions en espèces.

[3] Pour appuyer le fonctionnement de l'ILC et apporter un soutien initial à toutes les initiatives menées par les membres.
[4] Pour certaines initiatives menées par les membres, nationales ou thématiques, en fonction de l'intérêt manifesté par les donateurs.
[5] Dans le cadre du Système de projets d'investissement et de dons (2000003739).
[6] Commission européenne, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, Direction suisse du développement et de la coopération, Netherlands Enterprise Agency, Wellspring et contributions antérieures du FIDA.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en USD)

Composantes	*FIDA pour 2023-2024*	*Contributions en espèces ne provenant pas du FIDA pour 2023-2024*	*Contributions en nature ne provenant pas du FIDA pour 2023-2024*
1. Objectif stratégique n° 1: Les coalitions nationales pour l'accès à la terre contribuent à promouvoir une gouvernance foncière centrée sur les populations	1 400 000	12 829 335	1 640 000
2. Objectif stratégique n° 2: Les données recueillies auprès des populations sont produites et utilisées pour demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises			
3. Soutien complémentaire pour les données, dont la phase 3 de la Land Matrix Initiative			
4. Objectif stratégique n° 3: Le plaidoyer régional et mondial suscite l'engagement politique en faveur d'une gouvernance foncière centrée sur les personnes			
Engagements institutionnels de l'ILC (justice de genre et défenseurs des droits fonciers et de l'environnement)			
Soutien du réseau, notamment des communications			
Gouvernance régionale et mondiale			
One Team (à l'échelle mondiale et régionale)			
Sous-total: coûts directs		**12 829 335**	**1 640 000**
Frais d'hébergement et autres dépenses administratives	100 000	1 389 990	
Total	**1 500 000**	**14 219 325**	**1 640 000**

VI. Recommandation

12. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

> DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de sécurisation des droits fonciers en vue de la transformation inclusive et durable, de la prospérité et de la résilience du monde rural, accordera un don d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à la Coalition internationale pour l'accès à la terre pour une durée de 24 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators *(in italics: tbc with IFAD)*	Means of verification	Assumptions
Goal	People Centred Land Governance	% of people with secure land rights in NLC countries (by age and sex disaggregated) % of NLC countries in which women's land rights are recognised % of countries that report on land SDG	LANDex Indicator 4A Data available: LANDex + SDG official data for 5.a.2. Data available: SDG Process & Land Momentum Group (LMG)	Multi stakeholder platforms use Landex; the indicators cover all spheres of ILC work GLOBAL (ILC as a convener) NATIONAL (policy sphere) LOCAL (change for people in land tenure security); Countries monitor and report on SDGs
Objectives	(i) Deliver a stronger impact on secure land tenure by NLCs, including through alignment with IFAD's own programming; (ii) Produce people's data on land to enhance transparency, accountability and evidence-based policy; and, (iii) Build and strengthen political commitment to people-centred land governance through regional and global advocacy.	See below outcome indicators		
Outcomes/ outputs *Indicators in italics are to be confirmed with IFAD to fine tune collaboration*	NLCs are inclusive and influential to advance people-centred land governance	*# of countries in which governmental/multilateral agencies (WB, FAO), IFAD (COSOPs and investments) collaborate with NLCs and include member inputs/contributions/expertise* % of NLCs with participation by people's organisations (smallholders, women, youth, indigenous peoples) # of policy changes and practices (behaviours, programs, budget allocations) that contribute to securing land rights	Platform Monitoring tool (internal)/ Members reports as part of ILC's M&E system (external) Members reports as part of ILC's M&E system ONE team monitoring (internal)/ Members reports as part of ILC's M&E system (external TBD)	Members collaborate with IFAD National, regional and global context is conducive to dialogue and collaboration on people-centred land governance
	Data produced to enhance transparency, accountability and evidence-based policy;	*# of countries in which people's data contributes to SDG Voluntary National Reports (VNRs), alternative reports and IFAD reporting* # and type of key actors (incl. POs) that contribute to producing / using people's data	ONE team and Members reports as part of ILC's M&E system	ONE Team and members provide detailed reports
	Global and regional processes recognise the key role of land rights, ILC members give space to	*# of international, regional and national processes influenced by ILC farmers, women,*	ONE team and Members reports as part of ILC's M&E system	ONE Team and members provide detailed reports

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators *(in italics: tbc with IFAD)*	Means of verification	Assumptions
	Farmers, Pastoralists, Indigenous people, women and youth voices in events.	*youth, pastoralists and indigenous people's members coordinating advocacy efforts with IFAD* # of ILC members women/youth/People's Organisations spokespersons # of ILC members and NLCs that use and promote Gender Justice		
Key activities by component	1.1 Joint transformative country programming with NLCs aligned with IFAD's programme cycle 1.2 Facilitate Land Collaborative for cross-country learning 2.1. Strengthen skills for land data collection, analysis and use 2.2 SDG tracking and production of a Global Land Governance report 2.3 Specific focus on defenders and gender justice 3.1 Support member advocacy to influence regional and global processes/agendas with potential to shape national land governance 3.2 Raise awareness and visibility of land rights on policy agendas	# of platforms that include/engage with IFAD # of Land Collaborative learning cycles # of land data trainings # number of reports # of gender audits and trainings # of cases supported (defenders/communities protected) via emergency funds # of advocacy actions	ONE team and Members reports as part of ILC's M&E system	Members provide detailed reports